



**Adresse du Congrès du Syndicat CGT Renault Cléon,  
réuni les 20 et 21 juin 2014  
au bureau confédéral de la CGT**

Le 7 et 8 juillet prochain, le premier ministre Manuel Valls réunira les organisations patronales et les organisations syndicales de salariés pour une nouvelle Conférence sociale, après celles de juillet 2012 et de juin 2013.

Instaurée par François Hollande, suite à son élection, la Conférence sociale réunit chaque année patronat et syndicats autour du gouvernement pour établir la feuille de route « sociale » de l'année à venir.

Ce que nous avons hélas constaté, c'est qu'à l'occasion de chacune d'elle, des mesures ont été prises par le gouvernement en faveur du patronat pour diminuer le « soi-disant » coût du travail, repousser l'âge de la retraite, démanteler nos services publics et notre protection sociale, alors que les questions urgentes sur le pouvoir d'achat et l'emploi demeurent. Voilà le bilan que l'on en a tiré.

Il en sera de même pour la Conférence sociale des 7 et 8 juillet au cours de laquelle le Président de la République et son 1<sup>er</sup> ministre viendront confirmer leur détermination à mettre en œuvre leur « pacte de responsabilité » et ses 30 milliards d'euros offerts au patronat au travers :

- d'une part, de la poursuite du Crédit Impôt Compétitivité Emploi
- d'autre part, de nouvelles exonérations partielles ou totales de cotisations sociales mettant en péril tout notre système de protection sociale.

Cette conférence n'a qu'un objectif : obtenir la caution d'organisations syndicales complaisantes, agissant contre les intérêts des salariés du public comme du privé, des retraités et des privés d'emploi, pour faire valider la politique d'austérité qu'il entend mener au service du grand patronat.

Toute ceci fait que nous ne voyons aucun intérêt à participer à cette conférence sociale.

C'est pourquoi nous demandons à notre confédération d'annoncer que la CGT n'y participera pas.

Ce sera un moyen de dire à des millions de salariés qu'il n'y a rien à attendre du soi-disant « dialogue social » dans le cadre d'une négociation qui ne vise qu'à imposer de nouveaux reculs sociaux.

Et que le seul moyen de nous faire respecter, ce sera de reconstruire un rapport de force par de puissantes mobilisations, à l'image des mobilisations engagées par les cheminots et les intermittents du spectacle.